



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/098 du 1^{er} juillet 2025
de mise en demeure à l'encontre de la société R.N. 3 AUTO, pour son site sis
Route Nationale 3 - Lieu dit le Charton à Charmentray (77410)**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel 26/11/12 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU les articles L.214-1 à L.214-3 et R.214-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 91 DAE 2 IC 262 du 28 novembre 1991 autorisant la société LEFEVRE-AUTOS à exploiter sur le territoire de la commune de Charmentray un dépôt de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02 DAE 2 IC 090 imposant des prescriptions complémentaires à la société RN3 AUTOS sise RN3 Lieudit « le Charton » 77 410 Charmentray ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/007 du 28 janvier 2019 portant agrément pour l'exercice des activités de stockage, de dépollution et de démontage de VHU par la société RN3 AUTOS sise RN3 Lieudit « le Charton » 77 410 Charmentray ;

VU le rapport E/25-1147 du 12 mai 2025 consécutif à la visite d'inspection du 14 avril 2025 de l'établissement exploité par la société R.N. 3 AUTO au Lieu-dit « le Charton » à Charmentray ;

VU le courriel du 13 mai 2025 de la société R.N. 3 AUTO pour informer l'inspection des installations classées qu'elle s'engage à transmettre à un porter à connaissance dans les plus brefs délais ;

VU le courrier préfectoral E/25-1148 du 15 mai 2025 transmis à la société R.N. 3 AUTO relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet de mise en demeure ;

VU l'absence d'observation de la société R.N. 3 AUTO sur le courrier précité ;

CONSIDÉRANT le constat par l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection du 14 avril 2025 de l'établissement exploité par la société R.N. 3 AUTO à Charmentray, de l'entreposage de nombreux véhicules hors d'usage non-dépollués en dehors du périmètre autorisé de l'établissement, sur la parcelle de la fourrière ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information préalable du Préfet de Seine-et-Marne par la société R.N. 3 AUTO sur les modifications apportées aux modalités d'exploitation de son établissement ;

CONSIDÉRANT que l'absence d'information préalable du Préfet de Seine-et-Marne constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement qui imposent que « toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en mettant en demeure la société R.N. 3 AUTO de régulariser la situation administrative de son établissement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier :

La société R.N. 3 AUTO, dont le siège social et l'établissement sont situés au Lieu-dit « Le Chartron » à Charmentray (774110), est mise en demeure de régulariser les activités d'entreposage de véhicules hors d'usage à l'extérieur du périmètre autorisé de son établissement, sur le terrain de la fourrière mitoyenne.

La société R.N. 3 AUTO transmet au Préfet de Seine-et-Marne sous un délai de 2 mois à compter de la date de notification de la présente décision, soit :

- un dossier de porter à connaissance des modifications apportées au centre VHU qu'elle exploite au Lieu-dit « Le Chartron » à Charmentray (774110) ;
- la notification de cessation d'activité et l'attestation de mise en sécurité du site exploité sans autorisation, visées à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Dans l'éventualité où la société R.N. 3 AUTO choisit la seconde option, elle transmet au Préfet de Seine-et-Marne, sous un délai maximal de 8 mois, le mémoire de réhabilitation visé à l'article R. 512-46-27 du code de l'environnement.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Notification et exécution

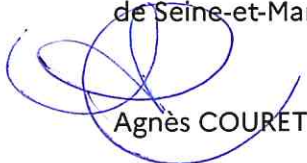
- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Charmentray,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 1^{er} juillet 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Charmentray,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la publication ou de la notification de la présente décision.